

LEDEVOIR

Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation - Comblent le fossé numérique entre le Nord et le Sud

estelle zehler

14 juin 2003

Science

Les technologies de l'information et des communications ne cessent de se déployer. Bien que ce déploiement s'effectue inégalement dans les pays du Nord et du Sud, l'Afrique compte rattraper la distance perdue. Des réalisations ponctuelles ont déjà vu le jour, il reste cependant à impulser une dynamique plus large.

Depuis plusieurs dizaines d'années, le monde informationnel se partage entre la presse écrite, la radio et la télévision. Cet ordre établi est bouleversé par le déploiement des technologies de l'information et des communications (TIC). Leur distribution à l'échelle mondiale n'est toutefois pas égale et risque d'engendrer une nouvelle fracture entre le Nord et le Sud.

Ces technologies tiennent pourtant un rôle de premier plan dans toute politique de développement. Non seulement elles donnent accès à des sources d'information et des réseaux d'échanges avec des acteurs locaux et internationaux, mais elles permettent également de faire du commerce, des recherches, d'apprendre. Déjà, en divers lieux, elles ont investi différents jalons de la société africaine. Ainsi, par exemple, la sécurisation des transactions bancaires électroniques au Maroc, les outils de traduction de l'Afrique du Sud sont des modèles de haute technologie. Ailleurs, d'autres pays ont mis leurs fichiers électoraux sur Internet pour des fins de transparence.

« Drummologie » et techniques contemporaines

Au-delà de ces initiatives commerciales ou gouvernementales, le principal atout de l'Afrique tient bien plus en une riche tradition de partage et de médiation qui s'exprime par l'usage de points d'accès communautarisés tels que les cybercafés. Des propos tenus lors de la Conférence régionale africaine Bamako 2002 et rapportés par Pierre Ouedraogo, de l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF) abondent dans ce sens: «Amadou Top a rappelé qu'à travers les protocoles qui règlent la drummologie [l'art de communiquer entre les villages par des battements de tambour] et d'autres techniques traditionnelles, les Africains sont parmi les précurseurs des concepts des protocoles de l'Internet.»

En effet, ces traditions incluaient déjà l'authentification, la correction d'erreurs, l'accusé de réception et autres procédés en usage dans la communication numérique. Garder le contact est primordial dans le mode de vie africain. Aussi, même si les problèmes de santé et d'éducation sont réels, le besoin de communiquer reste primordial.

L'Association des municipalités du Mali relevait, lors des conférences de Bamako 2002, les multiples usages de ces technologies dans une perspective de développement local. La recherche d'information y tient une bonne place, que ce soit pour des informations techniques liées à la construction d'un centre de santé, la recherche de partenaires financiers pour des projets ou encore pour accéder à l'actualité

dans une quasi-instantanéité.

Accorder une juste place aux sources africaines

Cependant, le rôle des internautes ne se résume pas à celui de l'utilisateur. Ils sont également fournisseurs d'information. Communes, organisations professionnelles ou villageoises ne sont pas sans produire une foule de documents. Il n'est que temps que les informations disponibles sur Internet concernant l'Afrique le soient à partir de sources africaines. En milieu rural, ces technologies permettent également à des partenaires éloignés de travailler ensemble sans perdre de temps en trajets longs et fastidieux. Elles trouvent également leur utilité dans le cadre du commerce, que ce soit à un niveau local ou plus large. Ainsi, la Bourse régionale des valeurs d'Abidjan révèle l'attraction du marché africain sur les investisseurs étrangers.

Toutes les conditions d'implantation semblent s'ajuster. Toutefois, l'aspect économique reste un frein conséquent. Comment faire face aux coûts élevés des logiciels commerciaux, sans oublier les frais de maintenance et de formation? Les logiciels libres constituent une réelle option alternative à saisir tant pour les pays du Nord que du Sud. Ils permettent aux institutions et aux entreprises qui le souhaitent de construire des pages Web dynamiques en ne payant ni frais de licence, ni coût de maintenance auprès des fournisseurs. Linux est, par exemple, l'un de ces logiciels. L'INTIF, qui est une direction subsidiaire de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, a orienté une partie de son action dans cette direction.

Les LABTIC

Cet institut a notamment installé des Laboratoires logiciels libres (LABTIC) dans certains pays africains et à Madagascar. «Ces LABTIC deviennent de véritables mécanismes de transfert de la connaissance à l'intérieur des pays», témoigne Pierre Ouedraogo.

Non seulement les formations préparent les individus à l'utilisation et à la maintenance des logiciels, mais également à l'évolution des équipements. Ainsi, grâce à une appropriation à la base et à la mise en réseaux de personnes qui en découle, ils accroissent le développement des technologies de l'information et des communications.

D'un point de vue général, ce nouvel ordre informationnel mondial doit baser son existence sur la préservation du patrimoine humain, soit la diversité culturelle et le multilinguisme, pour combattre le fossé numérique qui tend à se creuser. Il doit également veiller au maintien des logiciels libres pour garantir aux plus pauvres l'accès à ce média.